Présidentielle 2017

Emmanuel Macron et Marine Le Pen : leurs programmes en 12 points





Ensemble, la France !

CHOISIR LA FRANCE

AFP

1. Instances représentatives du personnel (IRP)

Emmanuel Macron

Une instance unique du personnel "reprenant l'ensemble des attributions des CE, DP et CHSCT" sera mise en place dans toutes les entreprises et tous les groupes sans limitation de plafond, "sauf accord d'entreprise visant à maintenir les instances existantes ou à en créer de nouvelles"

Marine Le Pen

Fusionner les IRP entre 50 et 300 salariés en "une structure unique conservant les mêmes compétences"

2. Dialogue social

Emmanuel Macron

"Encourager l'engagement syndical (chèque syndical), la reconnaissance de celui-ci dans les carrières au sein des entreprises et nous lutterons contre la discrimination syndicale"
Renforcer la formation économique des élus du perosnnel

Retirer aux partenaires sociaux la gestion paritaire de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, l'Etat reprenant la main

Les principes fondamentaux du droit du travail resteront dans la loi mais les autres éléments (temps de travail, organisation du travail) seront définis par accord majoritaire ou par accord minoritaire approuvé par référendum, même à l'initiative de l'employeur.
Objectif : que "la norme sociale soit définie au plus près du terrain"

Marine Le Pen

Instaurer "une véritable liberté syndicale par la suppression du monopole de représentativité et moraliser la vie syndicale par un contrôle public du financement des syndicats"

3. Loi Travail

Emmanuel Macron

Marine Le Pen

Simplification "drastique" du code du travail grâce à une réforme du droit du travail par ordonnance dès l'été 2017. Objectif : plus de place et de poids pour les accords collectifs

Retirer la loi Travail

4. Temps de travail

Emmanuel Macron

Maintien de la durée légale de 35 heures mais primauté donnée à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche. Possibilité donnée à l'employeur de procéder à un référendum pour ratifier un accord minoritaire sur l'organisation et le temps de travail

Rétablissements des exonérations de cotisations sociales sur les heures sup

Marine Le Pen

Maintien de la durée légale à 35 heures, et défiscalisation des heures sup

Autoriser la négociation sur l'allongement du temps de travail "exclusivement au niveau des branches professionnelles, et à la condition d'une compensation salariale intégrale (37 heures payées 37 et 39 payées 39)"

5. Salaire et pouvoir d'achat

Emmanuel Macron

Défiscaliser les heures supplémentaires

Augmentation de la prime d'activité ("80€ supplémentaires/mois pour un salarié au Smic)

Suppression de la taxe d'habitation pour 80% des foyers

Marine Le Pen

Défiscaliser les heures supplémentaires et maintien de leur majoration, revaloriser le point d'indice des fonctionnaires

Instaurer une prime de pouvoir d'achat pour les petites retraites et les bas revenus (jusqu'à 1500€/mois)

Augmenter le salaire net grâce à la suppression des cotisations chômage et maladie ("500€ nets gagnés par an pour un salaire de 2200€ nets / mois), suppression compensée par une hausse de la CSG

Baisser de 10% l'impôt sur le revenu des trois premières tranches, aucune hausse de la TVA et de la CSG, maintien de l'ISF

Rehausser le plafond du quotient familial et rétablir la demi-part des veuves et veufs

6. Conditions de travail et santé

Emmanuel Macron

Suppression du compte pénibilité, le temps d'analyser dans les branches comment simplifier certains critères

Marine Le Pen

Remplacement du compte pénibilité,"inapplicable dans sa forme actuelle", par un nouveau dispositif reposant sur "une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée"

7. Egalité femmes/hommes, discriminations, handicap

Emmanuel Macron

Publication des noms des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

Création d'un congé maternité unique garanti quel que soit le statut des femmes

Marine Le Pen

"Défendre les droits des femmes en luttant contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés et en mettant en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme et en luttant contre la précarité professionnelle et sociale"

Création d'une option d'invidualisation de l'impôt sur le revenu

Augmentation de 100€/mois de l'allocation adulte handicapé

"Rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de discrimination positive"

Revaloriser l'allocation adulte handicapé

8. Formation

Emmanuel Macron

Permettre à chacun, dans le cadre du compte personnel d'activité (CPA), de s'adresser directement aux prestataires de formation

Un plan d'investissement de 50 milliards d'€ dont 15 pour les compétences avec la formation de 2 millions de chômeurs

Donner plus de droits à la formation aux personnes les moins qualifiées

Marine Le Pen

Développer massivement l'alternance, et permettre l'apprentissage dès 14 ans

9. Emploi et économie

Emmanuel Macron

Créer un barème obligatoire d'indemnités prud'homales

Mettre en place un système de bonus malus pour les entreprises ayant recours aux contrats courts

Marine Le Pen

"Soutenir les entreprises françaises face à la concurrence déloyale par la mise en place d'un protectionnisme intelligent et le rétablissement d'une monnaie nationale adaptée à notre économie"

Ouvrir les droits à l'assurance chômage à tous les actifs, et aux salariés qui démissionnent (une fois tous les 5 ans). Suspendre le versement des indemnités après le refus de 2 offres

Exonération de toutes charges pendant 2 ans pour l'embauche d'un jeune de moins de 21 ans

Un plan de ré-industrialisation "dans le cadre d'une coopération associant l'industrie et l'Etat stratège pour privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative"

Réviser la directive sur les travailleurs détachés

Créer des emplois francs dans les quartiers prioritaires (prime de 15 000€ sur 3 ans pour un CDI, 5 000€ sur 2 ans pour un CDD). Zéro charges pour l'embauche au Smic de salariés peu qualifiés. Le CICE intégré comme un allègement pérenne de 6 points des cotisations sociales

Baisse de 60 milliards des dépenses publiques (120 000 postes de fonctionnaires supprimés) et 50 milliards d'investissement sur 5 ans (formation, transition écologique, habitat)

L'ISF ne concernera plus l'investissement dans l'économie et réduction à 25% de l'impôt sur les sociétés. Hausse de la CSG

Supprimer sur notre territoire la directive sur les travailleurs détachés et mise en place d'une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers "afin d'assurer effectivement la priorité nationale à l'emploi des Français"

Contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une "Autorité de sûreté économique". Création d'un fonds souverain pour protéger les entreprises "des fonds vautour ou OPA hostiles"

Augmenter de 30% le budget public de la recherche, créer un taux à 24% (au lieu de 33%) pour l'impôt sur les sociétés des PME

Fusionner les allègements de charges sociales en y intégrant le CICE "qui sera conditionné à l'emploi"

10. Protection sociale

Emmanuel Macron

Marine Le Pen

Prise en charge à 100% des lunettes et des prothèses auditives et dentaires d'ici 2022

5 des 50 milliards du plan d'investissement seront consacrés à la santé (médecine de ville et hôpitaux)

Garantir la sécurité sociale pour tous les Français ainsi que le remboursement des risques pris en charge par l'assurance maladie

"Réaliser des économies en supprimant l'aide médicale d'Etat réservée aux clandestins"

11. Retraites

Emmanuel Macron

Maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans

Réformer les retraites pour créer un système universel plus équitable ("1€ cotisé : les mêmes droits pour tous")

Lancer une application et un site pour consulter ses droits à la retraite

Marine Le Pen

Fixer l'âge de retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour une retraite pleine

12. Institutions, méthode de gouvernement et Europe

Emmanuel Macron

Une zone euro avec un budget commun pour investir

Réduction d'un tiers du nombre de parlementaires, dont le régime spécial de retraites sera rattaché au régime général.

Marine Le Pen

Créer un référendum d'initiative populaire sur proposition d'au moins 500 000 électeurs

Supprimer les régions et les intercommunalités

Proportionnelle.
Interdiction de toute activité de conseil pour les parlementaires et interdiction de recruter un membre de leur famille

Moduler le financement des partis politiques en fonction du renouvellement des candidats investis par le parti

Soumettre le traité CETA à une commission d'experts

Un amendement écarté en commission ne devra plus être examiné en séance publique

Généraliser le vote électronique d'ici 2022

Réduire le nombre de sénateurs à 200 et de députés à 300. Proportionnelle.

Organiser un référendum pour réviser la Constitution

Refuser les traités de libre-échange

"Restituer au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique") avec un référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne

Une infographie de Bernard Domergue, d'actuEL-CE.fr, réalisée le 3/5/2017

www.actuEL-CE.fr

publie chaque jour une édition avec de la jurisprudence, de l'actualité sociale, des interviews d'experts et témoignages d'élus

www.elnet-CE.fr

est un portail sur le droit et l'actualité juridique pour les représentants du personnel

www.actuEL-CE.fr

est publié par les Editions Législatives, éditeur juridique

www.actuEL-CE.fr

est un journal d'information en ligne destiné aux représentants du personnel, et notamment aux élus des comités d'entreprise




actu
CE